

Le pouvoir aux travailleurs

20 AVRIL 2006

N° 124

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

<u>SOMMAIRE</u>	<u>PAGES</u>
<u>EDITORIAL :</u>	
- SOLIDARITÉ AVEC LA LUTE DES ENSEIGNANTS!	2 - 3
- UN PATRONAT RAPACE ET UN GOUVERNEMENT A SON SERVICE!	4
-QUAND LE FPI FAIT CROIRE QU'IL LUTTE CONTRE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS	4 - 5
- SELON QUE VOUS SOYEZ DIPLOMATE OU PETIT VOLEUR	6
-FACE A LA MENACE DE LA GRIPPE AVIAIRE, RIEN QUE DE LA FANFARONNADE	6 - 7
- POUR RAMASSER LES ORDURES, PAS BESOINS DE SÉMINAIRES	7
-LA SANTE DE LA POPULATION PAUVRE, ILS S'EN MOQUENT..	8
-L'ARGENT DU PUBLIC DOIT RESTER AUX ECOLES PUBLIQUES	8
- POLLUTION MARITIME: C'EST LE CAPITALISME QUI EST UN POISON	9
-QUAND LES DÉPUTÉS GROGNENT	9
-SÉANCE D'EXORCISME AU LYCÉE MODERNE: CE N'EST PAS CELA QUI VA FAIRE PEUR AUX MICROBES	10
- LES BARRAGES REVIENNE EN FORCE, LE RACKET AVEC	10
- IL Y A 120 ANS, LE 1ER MAI 1886 AUX ETATS-UNIS	11 - 12

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

SOLIDARITE AVEC LA LUTTE DES ENSEIGNANTS !

Depuis le 10 mars dernier, les enseignants sont en grève. Leurs revendications sont diverses selon leurs catégories. Mais elles se résument en une revalorisation de leurs conditions d'existence (primes, salaires, profil de carrière, logements, etc). Non seulement le gouvernement refuse de donner suite à leurs justes revendications, mais il menace d'utiliser la force ! Deux des dirigeants du mouvement des instituteurs ont été arrêtés puis relâchés. Aux uns, il menace de couper les salaires, aux autres de les traîner en justice ou de faire intervenir les forces de l'ordre s'ils ne reprennent pas les cours.

Mais pendant que ce gouvernement refuse tout déblocage de crédit supplémentaire en faveur du corps enseignant, pendant qu'il refuse par exemple des primes de logements aux instituteurs, on apprend qu'il a déblocqué une somme de 1,5 milliards de francs pour, entre autre, des « travaux d'amélioration du cadre de vie des soldats ». Ainsi, si le pouvoir sait se montrer compréhensif envers les soldats et dur envers les enseignants, c'est qu'il sait que s'il y a un danger à craindre pour lui dans la période actuelle, c'est du côté de l'armée qu'il lui faut se méfier.

Pour le moment la lutte des enseignants est morcelée. Chaque catégorie (primaire, secondaire, supérieur) revendique et agit indépendamment l'une de l'autre. Et même à l'intérieur de ces catégories, il y a des sous-catégories. La mobilisation est différente selon les endroits et les catégories. Parfois, un lycée ou une université est en grève dans un endroit et pas à côté. Mais le fait même que les enseignants prolongent de semaine en semaine leur grève, leur mobilisation, même telle qu'elle est, avec ses faiblesses et son manque de coordination, devient problématique pour le pouvoir. Certains syndicats proche du FPI qui étaient pourtant parmi ceux qui avaient mis en avant les revendications au tout début, freinent le mouvement et militent pour la reprise. Ils croyaient qu'ils allaient le contrôler de bout en bout et espérait utiliser le mécontentement régnant dans le monde de l'éducation pour mettre en difficulté le camp du Premier ministre Konan Banny au profit de Gbagbo. Mais le contrôle du mouvement leur a échappé des mains et ils sont obligés de constater que les ministres de l'Education et de la Fonction publiques qui sont issus du FPI, sont en difficulté et que leur impopularité auprès des enseignants menace de rejaillir sur l'ensemble du FPI et au-delà, sur Gbagbo. Ils craignent aussi que la grève se généralise sur l'ensemble de l'éducation nationale. Voilà pourquoi les dirigeants des syndicats enseignants proches du FPI s'ingénient à casser le mouvement. Ils accusent les grévistes d'être dans l'illégalité ou d'être des irresponsables. Il n'y a plus besoin, disent-ils, de continuer le mouvement puisque le ministre de tutelle « a promis d'étudier les revendications ». Mais les promesses, dit

un dicton, n'engagent que ceux qui les écoutent ! De plus il n'y a même pas eu de promesses !

De son côté, la Fesci, qui roule aussi pour le FPI, fait tout pour que les élèves n'entrent pas en lutte pour soutenir les enseignants. Quand ses dirigeants tiennent des meetings, c'est pour dire que si les enseignants continuent de faire grève, eux ils vont bloquer les établissements scolaires pour que l'année soit blanche pour tous. Derrière ce langage prétendument radical, ils cherchent surtout à faire pression contre les enseignants grévistes en faisant comprendre aux élèves que s'il y a un risque d'une année blanche ce serait la faute aux enseignants. Ils envisagent d'organiser prochainement un « *giga-meeting* » pour galvaniser leurs rangs, orienter politiquement leur colère contre le Premier ministre et de cette manière, permettre à Gbagbo d'être en meilleure position que lui dans ce mouvement des enseignants.

Le gouvernement sait que la menace d'une année blanche ne sera pas appréciée par la population, surtout par les familles modestes qui se sont serrées la ceinture, voire qui se sont endettées pour la scolarité de leurs enfants. Mais s'il y a quelqu'un qu'on doit accuser de prendre en otage les élèves et les parents d'élèves, ce sont en premier lieu les autorités publiques. Car depuis le tout début du mouvement, les ministres directement concernés font la sourde oreille aux revendications des enseignants et ne savent que proférer des menaces.

Nous les travailleurs, nous n'avons aucun intérêt à nous opposer aux enseignants grévistes. Leurs revendications sur les salaires, sur les primes de logements sont légitimes. Il n'est pas normal que le salaire d'un instituteur soit si bas (de 120 à 150 000 francs) alors que le gouvernement lui-même admet, en parole, que l'éducation scolaire est primordiale pour l'avenir des enfants. En revanche, il serait tout à fait normal que les députés, ceux qui siègent au Conseil économique et social, les ministres et tous les parasites de leur acabit qui sont grassement payés, fassent des sacrifices sur leurs salaires et leurs primes. Eux, ils ne rendent aucun service à la population. Ils ne font que dilapider les caisses de l'Etat. Les enseignants, eux, sont utiles.

Alors, le gouvernement doit répondre favorablement à leurs revendications ! Et qu'il ne compte pas sur nous pour jeter des pierres contre les grévistes ! Ils doivent au contraire avoir notre soutien car la voie qu'ils montrent, celle de la lutte, est la bonne voie. Elle doit nous inspirer pour faire valoir nos propres revendications. Nous sommes nombreux, dans le secteur privé comme dans la fonction publique à nous serrer la ceinture depuis trop longtemps. Nous avons du mal à assurer le quotidien à nos enfants parce que nos salaires ne suivent pas la cherté du coût de la vie. Ne nous faisons pas tromper par les mensonges du gouvernement Gbagbo-Banny !

UN PATRONAT RAPACE ET UN GOUVERNEMENT A SON SERVICE !

Le patronat, sans gêne, ose encore réclamer à l'Etat, par la bouche de Jean-Louis Billon le président de la Chambre de commerce et de l'industrie de Côte d'Ivoire, la somme de 122 milliards de francs pour le compte des entreprises qui auraient prétendument perdues de l'argent depuis le coup d'Etat de 1999 à ce jour.

Des cadeaux, ces gens-là, plus ils en reçoivent, plus ils en demandent. Dès l'année 2000, à peine arrivée au pouvoir, Gbagbo leur avait fait un cadeau royal de 100 milliards de francs sous forme d'apurement des arriérés sur les impôts fonciers. Tous les gouvernements qui se sont succédé en Côte d'Ivoire ont engraisé le patronat, sous diverses formes. Mais cet argent ne tombe pas du ciel. D'une façon ou d'une autre, il provient des poches des travailleurs et des petits paysans.

Ces cadeaux sont d'autant plus révoltants que ces mêmes autorités politiques laissent à l'abandon les hôpitaux, les écoles, les quartiers, etc. Ces exploiters, ce ne sont pas des aides qu'ils méritent mais la prison !

En effet, ce sont les dirigeants du FPI eux-mêmes qui, lorsqu'ils sont

arrivés au pouvoir en 2000, avaient révélé le montant des fraudes connues, enregistrées et identifiées depuis les 30 à 40 dernières années. Mamadou Koulibaly, le président de l'Assemblée nationale, avait avancé la somme faramineuse de 11.000 milliards (onze milles milliards de francs) ! Ce qui représente plus de 700 milles francs par tête d'habitants, enfants y compris ! Rien qu'un seul de ces capitalistes, un certain Hyjazi dont la majorité des habitants de ce pays ne connaissait même pas l'existence, devait à lui tout seul la somme de 350 milliards de francs à l'Etat ! Alors, si un illustre inconnu doit une telle somme d'argent, on est en droit de se demander, combien un grand groupe comme Sifca que dirige ce même Jean-Louis Billon, doit-il donc à l'Etat ?

Mais Mamadou Koulibaly, quelle loi a-t-il donc pondue à l'Assemblée Nationale, dont il est le patron, pour contraindre ces capitalistes à rendre l'argent qu'ils doivent à l'Etat ? Aucune ! Parce que lui et ses semblables du FPI, tout comme leurs prédécesseurs, ne sont dans les faits que des paillassons au service de la classe capitaliste !

QUAND LE FPI FAIT CROIRE QU'IL LUTTE CONTRE L'IMPERIALISME FRANCAIS

Depuis le début de cette crise, faute d'avoir obtenu des dirigeants français l'appui de leurs troupes pour les aider à liquider la rébellion, les dirigeants du FPI voudraient se faire passer pour ceux qui luttent contre l'impérialisme français. Les organes de presse proches du pouvoir répandent dans leurs journaux des discours anti-français. Il en est de même des cadres du FPI dans leurs réunions publiques.

Ils montrent Gbagbo comme le « sauveur » et le « messie » des ivoiriens. Les gens tels que Niamien Messou, Secrétaire générale du Synares, Mahan Gahé, de la Centrale Dignité, Mamadou Koulibaly, de l'Assemblée nationale, Blé Goudé et consorts, ne ratent aucune occasion pour expliquer que ce sont les dirigeants français qui sont à la source de leurs difficultés. Soit. Mais alors

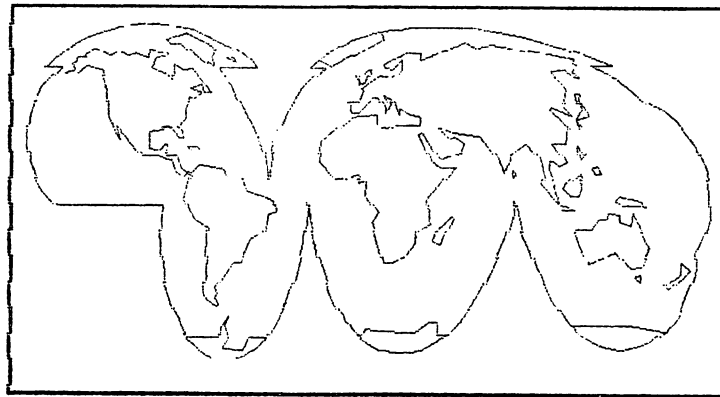
pourquoi en même temps font-ils des pieds et des mains pour que les troupes de ce même impérialisme leur viennent en aide? C'est dire qu'ils ne sont pas à une hypocrisie près.

Pendant que les uns font des déclarations destinées à tromper les gens, leur patron, Gbagbo, accorde des contrats mirobolants aux gros capitalistes français, ceux-là même qui pillent les richesses du pays depuis bien des années. C'est le cas du contrat concernant la cession du terminal à conteneurs de Vridi. Il est estimé à 300 milliards par la Banque Mondiale et a été cédé au groupe français Bolloré à seulement deux milliards en 2004 par le FPI. En 2005 c'est le contrat de la CIE qui a été reconduit au bénéfice de Bouygue (un

autre grand capitaliste français). Rappelons aussi que la construction du 3^{ème} pont à Abidjan (contrat signé du temps de Bédié) a été finalement confirmé à ce même Bouygues par Gbagbo après avoir, dans un premier temps, dit qu'il allait y mettre un coup d'arrêt. Il y a aussi les chantiers de la construction de la présidence de Yamoussoukro qui s'étendent sur une période de 10 ans, confiée aux entreprises françaises.

Vu tous ces exemples, le moins qu'on puisse dire c'est que le FPI a une drôle de manière de lutter contre l'impérialisme français. En vérité, toutes ces déclarations ne sont que de la poudre aux yeux pour tromper les gens, à commencer par leurs propres partisans.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

SÉLON QUE VOUS SOYEZ DIPLOMATE OU PETIT VOYOU DE QUARTIER

Un diplomate ivoirien a été expulsé du Japon à cause de ses activités mafieuses. Il percevait de l'argent, environ 180 millions de francs, de la mafia japonaise, pour la location d'une salle de bureau de l'ambassade ivoirienne transformée illégalement en salle de jeu d'argent.

Pendant toute cette affaire, aucun des organes de presse du pays n'a publié ne serait-ce qu'une photo ou le nom du diplomate véreux. Aussi, au niveau de l'Etat aucune sanction officielle n'a été prononcée contre lui.

Pourtant, chaque jour les journaux nous montrent à travers les faits divers combien l'Etat est dur envers ceux qui commettent de petits larcins. Les petits voleurs de portable

ou auteurs d'autres petits délits sont d'abord malmenés par les policiers s'ils ont le malheur de tomber entre leurs mains. Ensuite, la justice les condamne à des peines de prison sans commune mesure avec leurs larcins tout en sachant que l'environnement carcéral, loin de les changer, les rendra pires. Les journaux, quant à eux, placardent leurs photos et en font leurs choux gras. Mais quand il s'agit d'un gros bonnet véreux navigant au sommet de l'Etat, alors là ils sont plus discrets pour ne pas nuire au pouvoir.

C'est ça la société de classe: de même qu'elle se montre lâche et magnanime devant les riches et les possédants, elle est cruelle et injuste envers les plus démunis.

FACE A LA MENACE DE LA GRIPPE AVIAIRE, RIEN QUE DE LA FANFARONNADE !

On apprend par les journaux du 14 avril, la mort suspecte de 200 poulets et de quelques chiens qui ont mangé leurs carcasses dans la région de Bondoukou. Avec l'épidémie de grippe aviaire qui sévit actuellement dans les pays limitrophes (Burkina, Niger, Nigeria, etc.), c'est donc légitimement que les populations se sont alarmées.

Ce fut là l'occasion rêvée par le ministre en charge de ces problèmes pour venir parader, criant sur tous les toits que la Côte d'Ivoire est en mesure de parer à toute éventualité d'épidémie de la grippe aviaire. Il affirme que des mesures ont été prises pour qu'aucune volaille suspecte ne puisse passer les frontières. Ce que ce ministre n'ignore pas mais qu'il ne dit pas, c'est que les

oiseaux migrateurs sont aussi des vecteurs de la maladie. Et ceux-là, aucun barrage ou aucun policier ne peut les arrêter dans leurs déplacements.

Alors, ce ministre ne fait que de la fanfaronnade. Au mieux, les mesures prises ne seront qu'un prétexte de plus pour que les policiers puissent racketter les transporteurs de volaille.

Dans l'état actuel des choses, si une épidémie venait à se déclarer, on assisterait donc impuissant à l'hécatombe de dizaines, voire de centaines de milliers de volailles comme ce fut le cas dans les autres pays. Et si par malheur ce virus mortel pour les poulets parvenait à

L E U R S O C I E T E

Contaminer les humains, le gouvernement n'aura aucun moyen d'y

faire face. Alors, que ce ministre arrête de nous raconter des salades !

POUR RAMASSER LES ORDURES, PAS BESOIN DE SEMINAIRES !

Le nouveau ministre de la santé vient d'organiser un séminaire pour, dit-il, trouver des solutions aux problèmes récurrents de l'insalubrité dans la ville d'Abidjan mais aussi dans celles de l'intérieur.

Il faut rappeler que dès sa prise de fonction, le Premier ministre Konan Banny avait promis qu'il allait faire quelque chose pour régler ce problème. Il avait ordonné le décaissement de 3 milliards pour payer une partie de la dette des sociétés de ramassage d'ordures ménagères. Mais cette opération qui concernait plus les grandes voies que les ruelles des quartiers populaires n'a duré au plus qu'un mois. Et depuis, le Premier ministre n'en parle plus, comme si cette opération avait été une réussite et que tout allait bien. En vérité, c'était une simple opération de charme. Mais il n'est pas le premier dans ce genre de cinéma. On se souvient de la comédie, dans le même registre, du feu général balayeur Guéi. Face aux caméras de la télé, il prenait la pelle et le balai pour montrer qu'il était soucieux de la question de la propreté. Mais ce n'était que du pipeau ! Banny veut-il nous remettre ça ?

Maintenant qu'il est occupé par ses nombreux voyages touristiques

tant à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur, il a laissé le soin des discours sur l'insalubrité à son ministre de la Santé. Ce dernier, à son tour, ne manque pas une occasion pour accuser la population ou pour faire des déclarations pompeuses. Sa dernière trouvaille c'est l'organisation de « séminaires ». Ainsi, à la fin des travaux ou des retrouvailles entre copains et coquins il y a des résolutions, des plans, des déclarations pour ensuite tout ranger dans le placard. Pour ramasser les ordures à Abidjan, y a-t-il besoin de séminaires, de colloques scientifiques ou de conseils de guerre ? La main d'œuvre ne manque pas pour faire ce travail à travers les sociétés qui existent déjà. Et l'argent il y en a ! Depuis son arrivée, Banny ne cesse de payer de nouveaux matériels pour la police et l'armée. Lui et le chef de l'Etat viennent de satisfaire les revendications des 4000 recrues qui s'évaluent à plus d'un milliard par mois. Ce qui fait défaut donc, c'est la volonté de s'occuper réellement des problèmes importants pour la population des quartiers pauvres. En attendant, les ordures commencent à envahir ces quartiers avec leur lot de mouches et de moustiques, source de toutes sortes de maladies.

L E U R S O C I E T E

LA SANTE DE LA POPULATION PAUVRE, ILS S'EN MOQUENT !

La situation sanitaire de la population pauvre de ce pays se dégrade de jour en jour. Les hôpitaux publics sont devenus presque des mouiroirs. Ainsi, selon les chiffres avancés par certains responsables des hôpitaux, rien qu'au niveau des maternités, il y aurait 3 décès toutes les deux heures en Côte d'Ivoire. Il y a des défaillances criantes tant au niveau du personnel médical qu'au niveau du matériel. En 2005 sur une demande de 1 131 infirmiers et 640 sages-femmes, exprimée par les administrations des hôpitaux publics, seulement 170 infirmiers et 120 sages femmes ont été engagés. On est très loin du compte. De plus, il y aurait, dit-on, environ 800 médecins, pharmaciens et chirurgiens dentistes au chômage dans ce pays. Pourquoi l'Etat ne les emploie-t-il pas dans les

établissements publics, alors qu'il en manque?

La situation devient tellement alarmante que les autorités font quelques fois semblant de s'en préoccuper. Le ministre de la santé et de l'hygiène publique ne dit-il pas que la pénurie des infirmiers, de sages-femmes et de techniciens supérieurs de la santé se pose avec acuité ? Mais quand il s'agit de joindre l'acte à la parole, les dirigeants disent toujours que les budgets publics sont limités.

En vérité tous ces hommes qui se succèdent à la tête des ministères et leurs familles sont assez riches pour se soigner dans les établissements privés. Ils délaissent donc les structures de soins publiques, quand ils ne détournent pas purement et simplement l'argent qui y est alloué.

L'ARGENT DU PUBLIC DOIT RESTER AUX ECOLES PUBLIQUES !

L'Etat doit, paraît-il, 25 milliards de francs d'arriérés aux écoles supérieures privées rien que pour les deux années précédentes. 25 milliards, c'est déjà trop. Pourtant il ne s'agit-là que d'une partie des montants que l'Etat déverse chaque année dans les poches des propriétaires des écoles privées.

La prolifération de ces dernières a commencé avec la privatisation du secteur éducatif au début des années 90. Depuis lors, l'Etat ne fait plus l'effort de bâtir des nouvelles écoles publiques. Plus grave, les écoles

publiques existantes sont laissées pour compte et se délabrent d'année en année. Les écoles privées poussent un peu partout et sont bien souvent loin de donner des formations de qualité aux jeunes.

Chaque année les dirigeants détournent les fonds publics par milliards pour la construction des écoles en leur nom propre ou par l'intermédiaire d'un prête-nom. A dire vrai, la politique de privatisation du secteur éducatif, n'est qu'une manière d'enrichir ces voleurs de deniers publics.

L E U R S O C I E T E

POLLUTION MARITIME: C'EST LE CAPITALISME QUI EST UN POISON !

Tout le monde a dû le remarquer sur le marché : il y a pénurie de poisson. Les pêcheurs ont alerté les autorités sur cette situation aussi alarmante. La zone de pêche se trouvant au large de Jacqueville est sinistrée à cause d'une grave pollution.

En effet, dans la nuit du 27 au 28 mars dernier un accident s'est produit dans une plateforme pétrolière au large des côtes de Jacqueville. Une quantité importante de pétrole brut s'est retrouvée déversée dans la mer.

Pour cacher son forfait, l'entreprise chargée de l'exploitation du champ pétrolier a utilisé un détergent très puissant dont personne ne sait exactement ni la nature ni les effets secondaires, pour dissoudre le pétrole à la surface, de telle sorte qu'il ne se voit pas. Mais il se trouve que le remède est plus dangereux que le mal.

Alors que tout le monde se posait depuis plusieurs jours des questions sur ce qui s'était vraiment passé, il a fallu attendre plus d'une semaine après cette catastrophe pour

que le ministre de l'environnement daigne passer à la télévision pour donner une explication bidon. En gros il s'est contenté de dire qu'il y a peut-être eu une malveillance de la société incriminée mais que la situation est maîtrisée.

Pourtant, les conséquences immédiates sont là : le poisson manque et on imagine bien ce qu'il en est pour la flore sous-marine, même si la saleté n'est plus visible à la surface. Ce n'est pas la première fois que ce type d'accident arrive. D'ailleurs c'est tout le temps que des navires chimiques, pétroliers, déversent des quantités énormes de produits toxiques dans la mer après nettoyage de leur tank, juste au large du port d'Abidjan. Et cela officiellement, donc au vu et au su des autorités, sans que cela ne les choque.

Ainsi va le monde capitaliste où tous les moyens sont bons pour faire des économies, quitte à détruire l'environnement et à empoisonner les populations.

QUAND LES DEPUTES GROGNENT...

Six jours seulement après la fin du mois de mars ont entendu déjà la grogne des députés et des élus du Conseil économique et social. La cause c'est que le versement de leur salaire a été retardé de quelques jours. Les pauvres ! Si ces messieurs qui touchent déjà plus du million de francs sans compter les différents avantages, primes et autres pots de vin en rapport

à leur rang dans l'appareil d'Etat, crient au scandale, que disent-ils des ouvriers qui touchent le plus souvent dix, vingt, voire trente fois moins qu'eux et qui sont souvent contraints à la lutte pour le paiement de leur salaire après des mois et des mois d'impayés ? Ces messieurs-là, leur devise c'est : moi d'abord ; les travailleurs, connaît pas !

L E U R S O C I E T E

SEANCE D'EXORCISME AU LYCEE MODERNE : CE N'EST PAS CELA QUI VA FAIRE PEUR AUX MICROBES !

Des prières ont été organisées au Lycée Moderne d'Adzopé pour chasser le mal qui s'y trouverait. Toutes les communautés religieuses étaient représentées. Ces prières ont eu lieu parce que trois personnes seraient mortes en l'espace d'un mois au sein du lycée.

En quoi, la mort de trois personnes dans un grand lycée qui en compte des milliers a de si extraordinaire ? Surtout lorsqu'on sait que la misère gagne du terrain et que les services publics se dégradent.

Mais pour les dirigeants de ce lycée, dont le travail consiste à éclairer l'esprit de la jeunesse, la mort de trois personnes en un mois tient du surnaturel, de la sorcellerie. Alors que si l'on va voir de plus près, il se peut que même les wc dans ce lycée soient dans un état déplorable, vecteurs de

graves maladies. Autrement dit, on n'a vu nulle part des prières tuer des microbes ! Sinon, il n'y a qu'à fermer les pharmacies et les hôpitaux ! Mais l'obscurantisme des religieux, encouragé par les dirigeants, n'a pas de limite. Les séances de délivrance sont leur fonds de commerce, dans tous les sens du terme.

Quoi d'étonnant que ce soit « Notre Voie » qui propage ce genre d'idées. Le président de la république n'est il pas le premier à organiser des séances de prières chez lui ? Son épouse se présente même comme une « servante de Dieu » !

Mais le plus grave dans cette histoire, c'est que cela se passe dans une école, un lieu où l'on est censé apprendre la science, expliquer de façon rationnelle les événements.

LES BARRAGES REVIENNENT EN FORCE, LE RACKET AVEC !

L'instauration du ticket unique, le mois précédent, avait fait disparaître les barrages pour un temps. C'est toujours ainsi, à l'instauration d'un nouveau remède censé lutter contre le racket. Les « forces de l'ordre » font semblant de quitter la route pour revenir en force après. Mais déjà, ils trouvent des prétextes pour extorquer de l'argent. Quand ils ne trouvent rien à redire sur le véhicule, ils s'attaquent aux passagers. Voici ce que l'un d'entre eux nous raconte : « Notre Gbaka a été arrêté par les forces de l'ordre au barrage. Ceux-ci contrôlent

les pièces. Tout le monde est en règle. Il demande alors ses pièces à l'apprenti. Mais ce dernier ne les a pas. Le militaire l'embarque. Le chauffeur sort pour marchander, arguant de l'âge de l'apprenti. Rien n'y fait. Il nous explique qu'avec le ticket unique, ces militaires n'avaient rien à racketter et qu'ils voulaient tout simplement la somme de 1 000 Fr avant de libérer son apprenti. Le chauffeur n'a pas cédé, en espérant que les militaires allaient finir par le relâcher. On est parti comme ça, sans apprenti ».

IL Y A 120 ANS, LE 1^{ER} MAI 1886 AUX ETATS-UNIS

Le 1^{er} mai est une journée où dans le monde entier, les travailleurs affirment leur volonté d'améliorer leur sort, de changer l'ordre social. Cette journée a pris son origine aux Etats Unis en 1886, où elle fut le point culminant d'une vague de grèves pour la journée de travail de 8 heures.

La naissance du mouvement ouvrier américain

De 1873 à 1877 le mouvement ouvrier américain traversa une période très dure à cause de l'attitude patronale lors de cette période de dépression et de crise économique. Les travailleurs avaient dû résister à l'amputation de leurs salaires et aux tentatives d'allongement de la journée de travail, par des grèves et des luttes très dures et cela malgré la famine et le désespoir qui faisaient des ravages dans leurs rangs. Les patrons répondaient par le « lock-out », c'est à dire la fermeture des usines et l'embauche de non-grévistes. Ceux-ci étaient nombreux car des migrants arrivaient en masse, chassés par la misère sévissant en Europe.

En 1877 à Chicago, l'Etat américain n'hésitait pas à lancer les militaires contre eux. C'étaient ces mêmes troupes qui avaient massacré les Indiens Sioux lors de la bataille de Little Big Horn en 1876 dans le Montana.

En novembre 1884 au 4^{ème} congrès de l'AFL (Fédération Américaine du Travail) fut adoptée une résolution visant à faire du 1^{er} Mai 1886, la date de départ d'une nouvelle journée de travail légal limitée à 8 heures. Alors, se sont créés des comités et des associations de propagande pour rendre effective cette journée. Tout ce que l'Amérique

comptait de militants s'est lancé dans cette campagne, pendant que les patrons et l'Etat fédéral taxaient ce mouvement « d'anarchiste », « d'étranger » et « d'anti-américain ». Malgré cela pas moins de 5000 usines se sont déclarées en grève regroupant environ 340 000 grévistes aux Etats Unis.

Le mouvement était particulièrement puissant à Chicago où il y avait 40 000 grévistes le 1^{er} Mai 1886. Malgré le caractère pacifique des manifestants, la police chargea l'arme au point et tira dans la foule faisant six morts. En guise de protestation un grand rassemblement fut organisé le 3 mai sur la place Haymarket. Devant 80 000 manifestants. Spies, Parsons, Fielden, tous anarchistes, ont pris la parole. La troupe militaire à cheval ainsi que des policiers ont pris prétexte d'un attentat à la bombe qui fit un mort et sept blessés parmi eux, pour tirer aveuglément dans la foule, faisant un mort et des centaines de blessés. De nombreux dirigeants anarchistes ont été arrêtés. Sept d'entre eux furent condamnés à mort le 20 août 1886. Le 11 novembre 1887 quatre d'entre eux furent exécutés. Mais les militants ouvriers anarchistes américains n'étaient pas morts en vain. Trois ans plus tard, le mouvement pour la journée de 8 heures prit une ampleur internationale.

1^{er} Mai journée internationale des travailleurs

Ce fut en juillet 1889 que le premier congrès de l'Internationale Socialiste décida d'en faire une journée internationale des travailleurs. Depuis cela, la classe ouvrière dans le monde montre sa puissance chaque année à

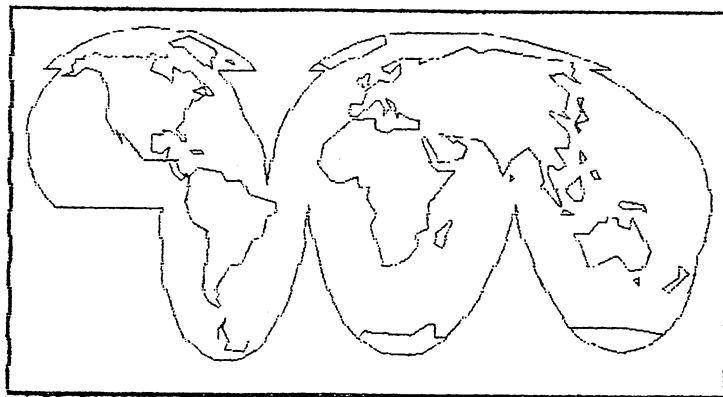
la période du 1^{er} Mai. De Paris à Varsovie, à plusieurs reprises la bourgeoisie affolée par la force des manifestations et rassemblements, a fait donner sa troupe et sa police.

Le 1^{er} Mai est devenu dans le monde entier, par delà les frontières, l'occasion pour le mouvement ouvrier d'affirmer son existence et sa vitalité.

Sur le continent africain, le prolétariat industriel est jeune et les traditions du mouvement ouvrier sont moins ancrées. Des chefs d'Etat dictateurs ou pas, avec l'aide des dirigeants syndicaux inféodés au

régime, n'ont pas de mal à dévoyer le sens du 1^{er} mai. Ils utilisent cette journée pour organiser de grandes parades pro-gouvernementales. En ces temps de crise où l'ethnisme et la xénophobie dictés d'en haut font des ravages dans les classes pauvres, il est indispensable que d'autres sons de cloches se fassent entendre. Des militants conscients peuvent saisir l'occasion du 1^{er} mai pour exprimer leur opposition à ce genre de bas sentiments et en même temps transmettre les traditions de la lutte des travailleurs et d'unité où qu'ils se trouvent dans le monde.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.